

LE 13 JUIN, L'EDUCATION AUSSI A TOUTES LES RAISONS D'ETRE DANS LA RUE



Emploi public : de mal en pis !

	Fonction Publique	Education Nationale
2008	- 22 900	- 11 200
2009	- 30 600	- 13 500
2010	- 34 000	- 17 000* ?

*Compte-tenu du poids de l'EN dans la fonction publique

Par conséquent :

- Toujours plus de classes surchargées,
- Sur le terrain, de moins en moins de personnes qualifiées que ne remplaceront jamais les portiques,
- Des stagiaires qui entreront dans le métier avec des conditions dégradées (ils auraient désormais à effectuer 12 h dès leur 1^{ère} année)
- Une réforme des lycées à venir, guidée par les restrictions budgétaires

Explosion du chômage dans l'Yonne

En un an, **hausse du chômage dans l'Yonne de 33,4 %** (catégorie A) à comparer avec une hausse de 29,8 % en Bourgogne (25 % en France) et ce n'est pas terminé !

Outre les grandes entreprises du département menacées, il y a toutes les petites structures en difficultés dont on ne parle pas ainsi qu'une grande vague de licenciements dans l'intérim. Sans compter le chômage technique et les congés forcés dans beaucoup d'entreprises !

D'une façon ou d'une autre, cela aura des répercussions aussi chez nos élèves.

Salaires : on ne voit rien venir ...

L'année 2009 était annoncée comme l'année de la revalorisation dans l'Education !!!

A part des heures sup à la pelle (moins bien rémunérées - faut-il le rappeler - que les autres pour la plupart d'entre nous !), nous n'avons rien vu venir !

Mais de quoi se plaint-on !?

- Un début de carrière à 1,2 fois le SMIC,
- Une fin de carrière sans évolution possible à moins d'un accès à la hors-classe aux critères actuels inacceptables.

Education, un enjeu pour l'avenir

Face à la crise et au développement du chômage, face aux besoins de qualifications du pays et de sa jeunesse, le gouvernement poursuit, imperturbable, sa politique de destruction des services publics et de l'emploi public.

Mais éduquer c'est investir pour l'avenir, Eduquer c'est éviter les sorties précoces du système éducatif, c'est lutter contre le chômage à court et à long terme.

Or, éduquer correctement notre jeunesse nécessite de financer suffisamment d'emplois dans l'Éducation nationale autrement qu'à travers la précarité des emplois de vacataires, de contractuels ou de contrats aidés.

ÉDUCUER :
ENFIN UNE ACTION
QUI RAPPORTE À
LA SOCIÉTÉ !



Manifestation départementale

Samedi 13 Juin

10 h 30 à AUXERRE

Place de l'Arquebuse

Déclaration des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

L'ampleur des mobilisations du 29 janvier, 19 mars, 1^{er} mai ont permis d'obtenir des débuts de résultats. Ceux-ci sont très insuffisants, au regard des revendications exprimées le 5 janvier 2009, et alors que la crise continue de s'aggraver. Patronat et gouvernement doivent engager négociations et concertation sur les sujets prioritaires les plus urgents.

Le gouvernement doit mettre le « social » au centre de sa politique économique et :

- **Revaloriser le SMIC**, les minima sociaux, les pensions et les retraites, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération,
- Mettre en œuvre un **plan ambitieux en faveur de l'emploi** et de la qualification des jeunes,
- **Prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi** en fin de droit. Donner à Pôle-Emploi les moyens nécessaires à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois
- **Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal**, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales,
- **Renoncer dans les fonctions publiques aux suppressions d'emplois prévues** pour 2009 et 2010, s'engager à résorber la précarité et tenir ses engagements en matière de négociations salariales. Ce sont des conditions pour des services publics de qualité qui répondent aux besoins de la population,

Le patronat doit, enfin, assumer ses responsabilités et engager des négociations sur :

- **Les politiques de salaires, les politiques industrielles**, l'évolution de l'emploi au niveau des branches professionnelles, les rapports donneurs d'ordre – sous-traitants, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité,
- **Un accès facilité pour tous au chômage partiel**, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes,
- **La répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises**, l'amélioration des salaires et la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, la reconnaissance des qualifications, l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi,
- **Les mesures favorables à l'emploi des jeunes** permettant leur insertion sociale et professionnelle durable,
- **Le respect et l'amélioration des droits syndicaux** et des institutions représentatives du personnel.

Le gouvernement doit renoncer à **l'extension du travail du dimanche**, garantir à **l'hôpital public** les moyens de ses missions, développer le **logement social**, encadrer le **prix des loyers**.

L'amélioration du **pouvoir d'achat** des salariés en faveur de la relance par la consommation, des **politiques industrielles et économiques** en faveur d'un développement durable et coordonné au niveau européen sont autant de moyens pour répondre immédiatement et structurellement à la crise.

RETROUVONS NOUS TOUS ENSEMBLE LE SAMEDI 13 JUIN POUR EXIGER LA PRISE EN COMPTE DE NOS REVENDICATIONS